

DÉMOGRAPHIE

L'évolution démographique en Franche-Comté de 1999 à 2006 : la revanche des « faibles »

Robert CHAPUIS, ThéMA, UMR 6049 du CNRS-Université de Bourgogne

En 2006, la Franche-Comté compte 33 400 habitants de plus qu'en 1999, soit une population de 1 150 600 habitants¹. L'essentiel de ce gain provient d'un excédent des naissances sur les décès (29 600), puisque le surplus des arrivées sur les départs, quoique amélioré par rapport aux trois périodes intercensitaires précédentes, reste faible (3 800). Mais cette croissance démographique touche très inégalement le territoire régional.

1 - V. RIVERON, F.X. DUSSUD, 1 150 600 Franche-Comtois au 1^{er} janvier 2006, L'essentiel n° 110, janvier 2009, Insee, p. 1-7

Jura et Haute-Saône désormais plus attractifs que Doubs et Territoire de Belfort

Entre 1962 et 1975, Doubs et Territoire de Belfort ont connu une croissance de leur population environ trois fois plus rapide que les deux autres départements comtois. Ils cumulaient alors un double solde : naturel (naissances supérieures aux décès) et migratoire (plus d'arrivées que de départs) ; c'est la grande époque de l'expansion industrielle de Besançon, Montbéliard et Belfort.

Pendant ce temps, Jura et Haute-Saône, restés plus agricoles et plus vieillis cumulent un solde naturel modeste et un solde migratoire proche de zéro ou même négatif. Puis, la crise économique de la fin des années 1970 (qui se prolonge plus ou moins jusque dans le début des années 1990) inverse le solde migratoire dans les deux départements jusqu'ici les plus attractifs : entre 1975 et 1982, il devient très négatif, dans le Doubs et

le Territoire de Belfort, et le restera, malgré une certaine amélioration, jusqu'en 1999. Toutefois, comme leur solde naturel résiste mieux que celui du Jura et de la Haute-Saône, qui eux-mêmes souffrent, au moins à certaines périodes, d'un déficit migratoire, leur dynamisme démographique se maintient à un rythme supérieur à celui de leurs voisins

Entre 1999 et 2006, sans être complètement inversée, la situation a singulièrement évolué. Si le Doubs reste le département le plus dynamique (avec +0,48 % de croissance), les écarts se sont beaucoup réduits et la progression démographique du Jura (+0,36 %) et de la Haute-Saône (+0,37 % par an) est désormais sensiblement égale à celle du Territoire de Belfort (+0,39 %) (tableau 1 et figure 1).

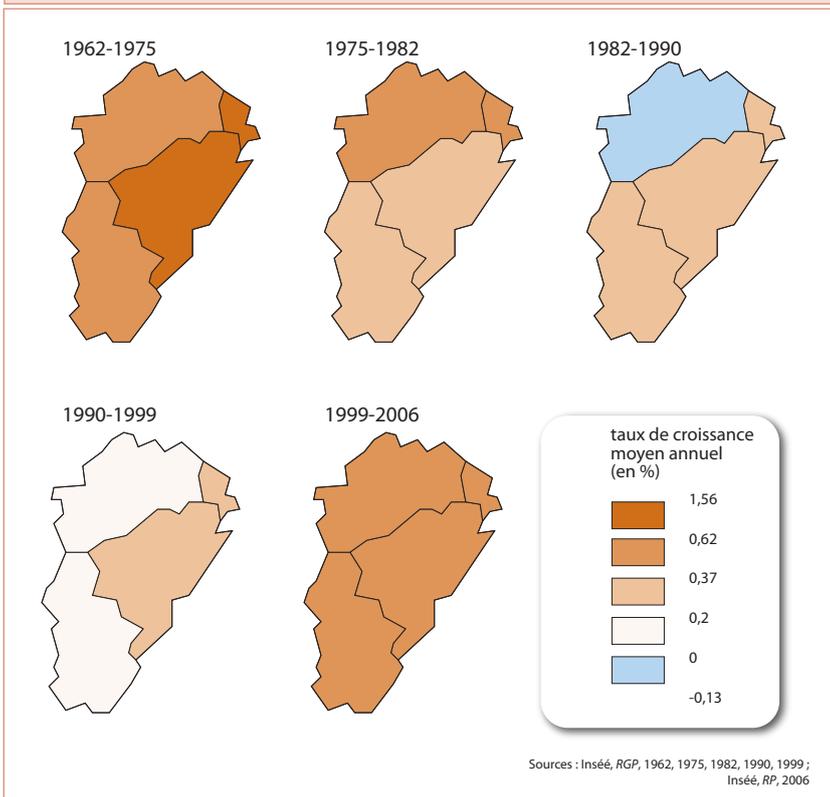
En effet, le solde naturel reste certes deux fois plus élevé dans le Doubs (+0,52 % par an) et dans le Territoire de Belfort (0,45 %), dont les popula-

Tableau 1 : évolution de la population des départements comtois entre 1962 et 2006

		Evolution de la population	Solde naturel	Solde migratoire
62-75	Doubs	1,56 *	1,17	0,40
	Jura	0,44	0,51	-0,06
	Haute-Saône	0,49	0,50	-0,01
	Territoire de Belfort	1,22	0,80	0,43
75-82	Doubs	0,18	0,89	-0,71
	Jura	0,24	0,23	0,01
	Haute-Saône	0,61	0,30	0,31
	Territoire de Belfort	0,43	0,57	-0,15
82-90	Doubs	0,20	0,70	-0,50
	Jura	0,30	0,23	0,06
	Haute-Saône	-0,13	0,27	-0,40
	Territoire de Belfort	0,20	0,55	-0,35
90-99	Doubs	0,32	0,53	-0,21
	Jura	0,09	0,19	-0,10
	Haute-Saône	0,00	0,13	-0,12
	Territoire de Belfort	0,27	0,47	-0,20
99-06	Doubs	0,48	0,52	-0,04
	Jura	0,36	0,21	0,16
	Haute-Saône	0,37	0,20	0,17
	Territoire de Belfort	0,39	0,45	-0,06

* Les valeurs du tableau correspondent aux taux d'accroissement annuel moyen, INSEE, 2006

Figure 1 : évolution de la population des départements comtois entre 1962 et 2006



tions sont plus jeunes, que dans le Jura (+0,21 %) et en Haute-Saône (+0,20 %), où la population demeure plus âgée. Mais le solde migratoire, encore négatif partout entre 1990 et 1999, est maintenant positif dans le Jura (+0,16 % par an) et en Haute-Saône (+0,17 % par an), alors que dans le Doubs et le Territoire de Belfort, qui continuent de souffrir de la réduction des effectifs industriels, ce solde reste légèrement négatif : ces deux départements ne comptent donc plus maintenant que sur un solde naturel pour leur croissance démographique, alors que Jura et Haute-Saône peuvent s'appuyer, certes modestement, sur l'un et l'autre.

L'analyse démographique à un niveau départemental, pour utile qu'elle soit, découpe artificiellement les territoires et occulte certains phénomènes qui méritent d'être étudiés selon un découpage mieux adapté aux réalités du terrain, comme celui de l'Insee (zonage en aires urbaines et son complément rural).

Des citoyens qui quittent leur ville

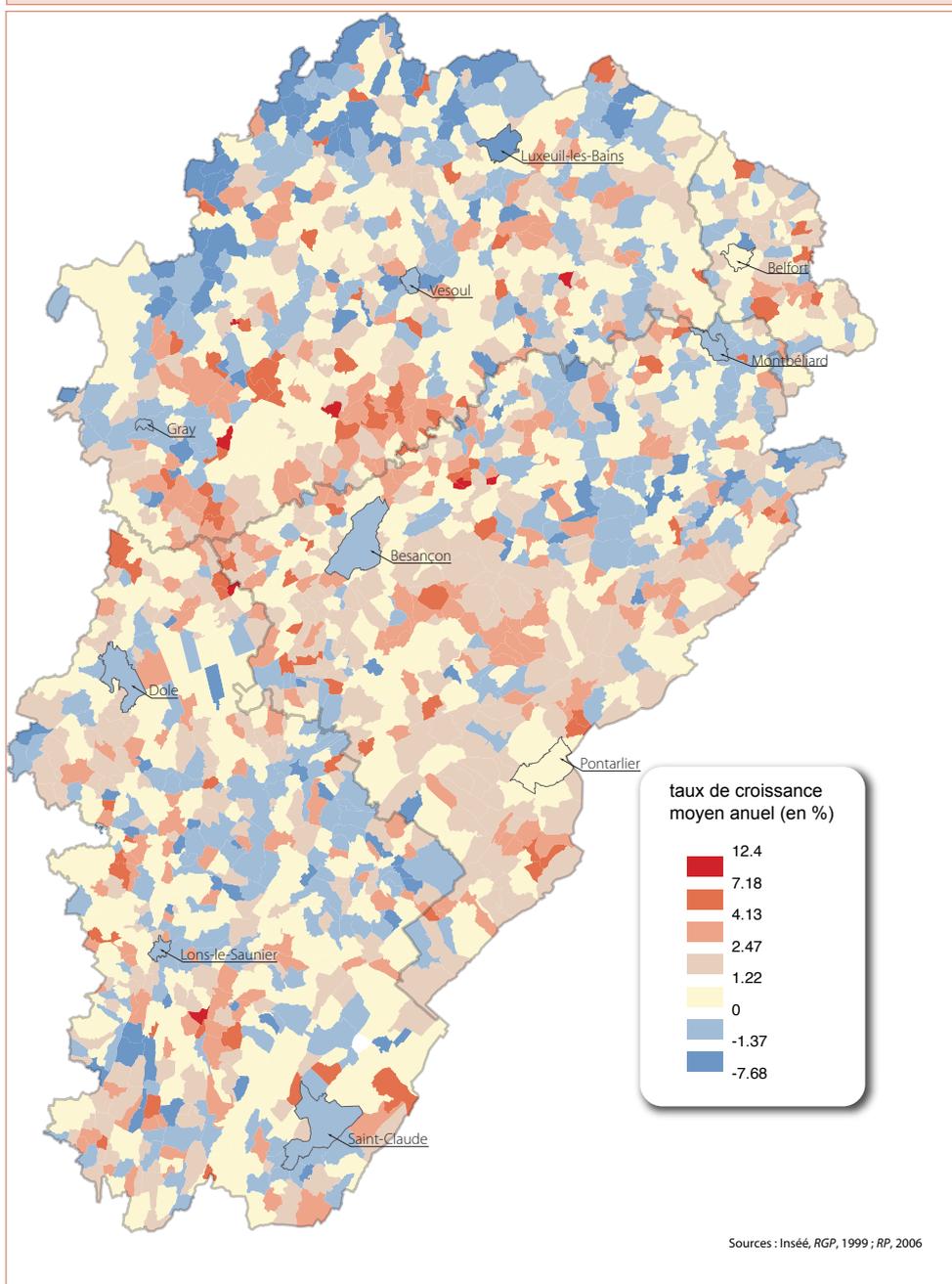
On distinguera donc ici quatre types de territoires : les villes-centres des pôles urbains, leur banlieue

Tableau 2 : évolution démographique selon la nature de l'espace (1999-2006)

	Population 2006	Population 1999	Evolution totale	Evolution relative
Villes-Centres	320 886	326 370	- 5 484	- 0,24
Banlieues	159 437	159 163	+ 274	+ 0,02
Espace Périurbain	373 755	345 956	+ 27 799	+ 1,11
Pôles ruraux	69 018	70 246	- 1 228	- 0,25
Espace rural	227 527	215 522	+ 12 005	+ 0,78
Total	1 150 624	1 117 257	+ 33 367	+ 0,42

Source INSEE, 2006

Figure 2 : évolution de la population des communes de Franche-Comté (1999-2006)



Sources : Insee, RGP, 1999 ; RP, 2006

(agglomération sans la ville-centre), l'espace périurbain (communes dont 40 % ou plus des actifs travaillent hors de leur commune de résidence, mais dans l'aire urbaine, c'est-à-dire dans l'agglomération ou son espace périurbain), enfin l'espace rural, c'est-à-dire toutes les autres communes, à l'exception des pôles d'emplois ruraux et de leur couronne (6 % de la population) qui posent des problèmes particuliers et ne seront pas pris en compte ici.

Entre 1999 et 2006, la population des villes-centres continue de diminuer (tableau 2) : elle perd environ 5 500 habitants, après s'être délestée de 10 000 entre 1982 et 1999. Toutes les villes-centres perdent des habitants : Besançon (-600), Montbéliard (-1 000), Dole (-350), Saint-Claude (-350), Lons-le-Saunier (-600), Luxeuil-les-Bains (-850), Vesoul (-800), Gray (-500), etc. ; seules sont épargnées Belfort qui gagne 450 habitants et Pontarlier, environ 400.

En effet, du fait d'une population relativement âgée, ces villes ne bénéficient que d'un trop modeste excédent de naissances sur un nombre de décès (+3 237) — puisque presque trois fois inférieur à la moyenne régionale (+0,14 % par an contre 0,37 %) — pour combler un déficit d'arrivées sur les départs très élevé (-8 721, soit -0,38 % par an) (figure 2) (tableau 3). Besançon et Montbéliard, qui disposent pourtant d'un solde naturel plus élevé que la moyenne (plus de 0,6 % par an), perdent des habitants du fait d'un solde migratoire très déficitaire (-0,70 % pour la première et -1,26 % pour la seconde, record régional) (tableau 3). Toutes les villes-centres, sans exception, ont connu plus de départs que d'arrivées, le solde annuel étant toujours supérieur à -0,50 % par an, sauf à Dole (-0,37 %)

Tableau 3 : soldes naturel et migratoire selon la nature de l'espace (1999-2006)

	Solde naturel		Solde migratoire	
	Total	En %	Total	En %
Villes-Centres	3 237	+ 0,14	- 8 721	- 0,38
Banlieues	3 478	+ 0,31	- 3 204	+ 0,29
Espace Périurbain	17 223	+ 0,69	10 576	+ 0,42
Pôles ruraux	1 276	+ 0,26	- 2 504	- 0,51
Espace rural	4 409	+ 0,29	7 596	+ 0,49
Total	29 623	+ 0,37	3 744	+ 0,005

Source, INSEE

considérable (+10 500) ; c'est particulièrement net autour de Belfort et de Besançon, ville qui s'entoure d'une vaste auréole de communes au solde migratoire en rapide progression se prolongeant en direction de Vesoul et du Haut-Doubs, où elle rejoint une bande frontière touchée par « l'effet suisse » (figure 4). Par ailleurs, l'installation de ménages

et à Pontarlier où le solde n'est que légèrement négatif (-0,09 %) (figure 3). Où est partie cette population qui a quitté les villes-centres ?

Incontestablement, un certain nombre des ménages qui quittent les villes-centres ont délaissé la région pour s'installer ailleurs : c'est certainement le cas à Montbéliard dont les communes périurbaines n'ont pas bénéficié de ces départs puisqu'elles connaissent elles-mêmes un déficit migratoire non négligeable (-0,30 %).

Les autres ménages ne s'installent pas pour autant dans les banlieues des villes-centres dont la population reste étale : elles n'ont en effet gagné qu'environ 300 habitants, prolongeant ainsi une tendance ancienne (+ 650 seulement entre 1982 et 1999). En effet, elles subissent comme les villes-centres, des départs plus nombreux que les arrivées (-3 200) et, comme leur bilan naturel n'est que moyen (+3 400), leur population stagne.

Des citadins qui s'installent dans les espaces périurbains

Les ménages qui délaissent les villes-centres ou les banlieues se fixent de préférence dans les communes périurbaines, tout en gardant leur emploi dans l'agglomération dont ils continuent à fréquenter les commerces et à utiliser les services. Ces communes proches des villes bénéficient d'un double avantage. Les arrivées de population nouvelle surpassent de très loin les départs et donnent à ces communes un solde migratoire

encore jeunes (entre 30 et 50 ans), ayant déjà des enfants ou susceptibles d'en avoir, contribue à augmenter la natalité et à diminuer la mortalité et donc à améliorer fortement le solde naturel de ces villages qui, avant leur arrivée, se dégradait. Ainsi, entre 1999 et 2006, les communes périurbaines ont gagné plus de 17 000 habitants grâce au surplus de naissances sur les décès. Au total, les communes périurbaines ont ainsi accueilli près de 28 000 habitants supplémentaires quand les villes-centres en perdaient 5 500. Désormais, la population des communes périurbaines (374 000 habitants) dépasse, et de loin, celle des villes-centres (321 000). Entre 1990 et 2003, selon l'Insee, il s'est construit deux fois plus de logements dans l'espace périurbain (52 500) que dans les agglomérations (24 000).

Des citadins qui s'installent dans les espaces ruraux

Toutefois, si dans les débuts de la périurbanisation, ce sont les communes les plus proches des agglomérations, celles qui sont aujourd'hui considérées comme périurbaines, qui ont le plus profité des installations de citadins, le processus a maintenant amplement dépassé ces limites. C'est une large partie du territoire rural qui voit désormais s'implanter des citadins en mal de campagne et de terrain à bâtir moins coûteux qu'en ville ; seules les communes les plus éloignées des centres urbains ne bénéficient pas de ces retombées : dans le Doubs, par exemple,

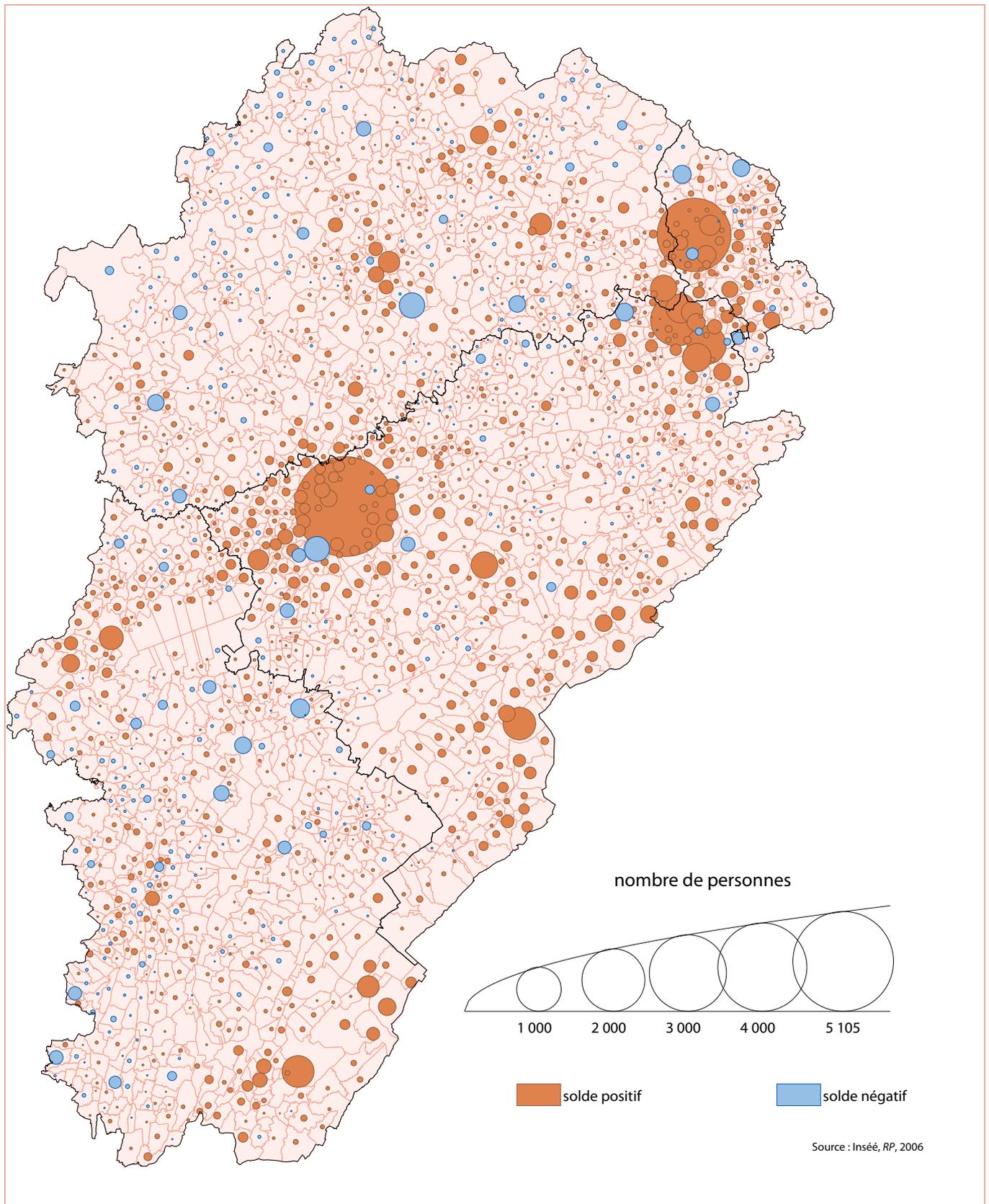


Figure 3 : solde naturel des communes de Franche-Comté (1999-2006)

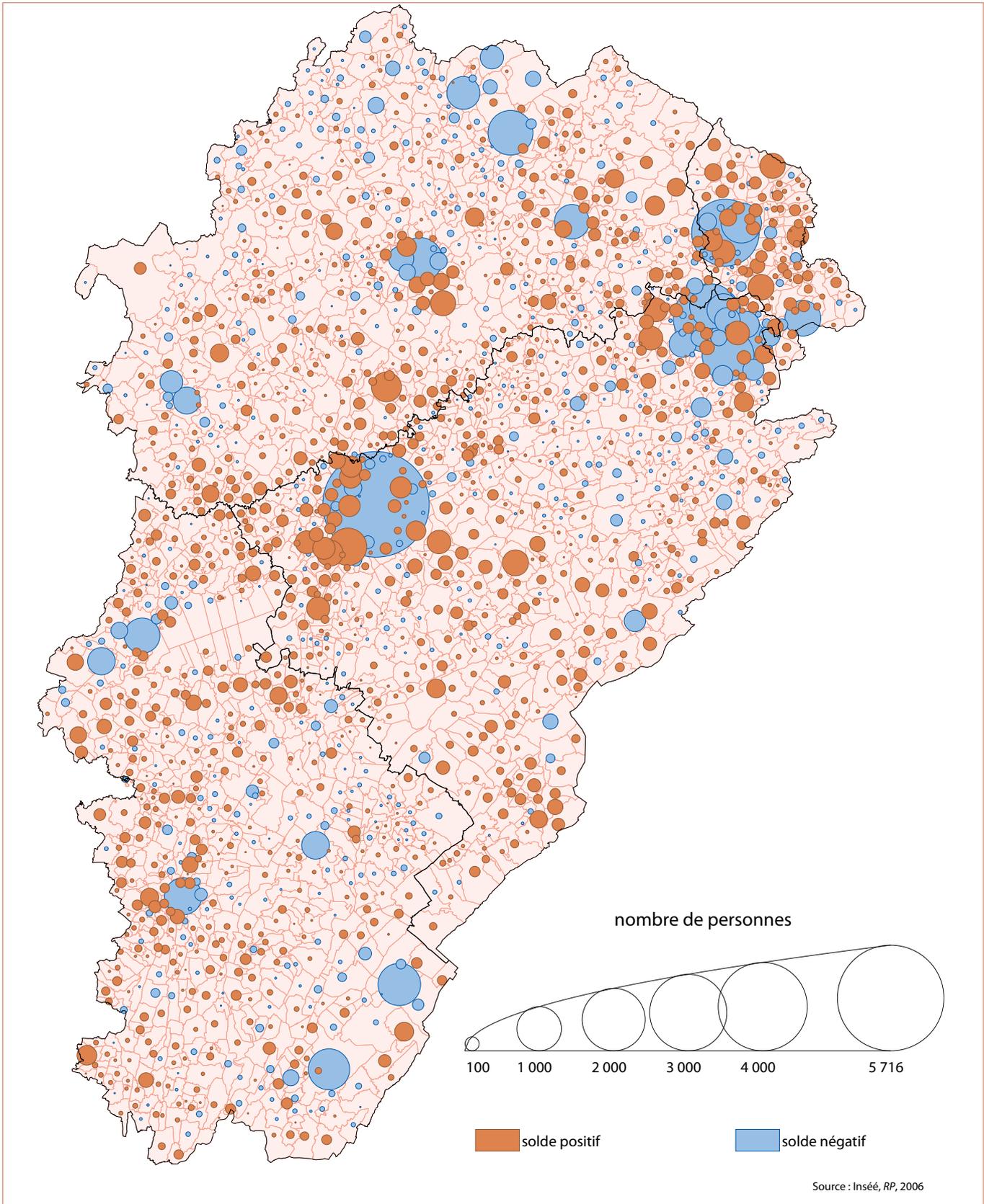


Figure 4: solde migratoire des communes de Franche-Comté (1999-2006)

2 - R. CHAPUIS R., *Vers des campagnes citadines, le Doubs (1975-2005)*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté/Cêtre, 2007

il n'y a guère qu'une centaine de communes qui ne soient pas touchées par une périurbanisation proche ou lointaine². Ainsi, les communes rurales ont gagné 12 000 habitants (soit +0,78 % par an, presque deux fois la moyenne régionale), en alliant à un solde migratoire très élevé (+ 7 500, soit +0,49 % par an), supérieur même à celui de l'espace périurbain (0,42 %), un solde naturel désormais presque moyen (+0,29 % par an). Cet espace rural est donc en train de connaître, avec un certain décalage, les mêmes transformations que l'espace périurbain : hausse rapide du solde migratoire, renforcement du solde naturel par l'arrivée de jeunes couples qui contribuent à améliorer le taux de natalité et stabiliser le taux de mortalité, ou même à l'abaisser.

Ainsi, si l'Insee avait conservé la notion d'espace rural sous faible influence urbaine (communes dont 20 à 40 % des actifs travaillent dans des aires urbaines) qui apparaissait dans le recensement de 1990, nul doute que l'essentiel de l'espace régional serait ou urbain ou périurbain ou sous faible influence urbaine : le rural que l'on appelait autrefois « profond », c'est-à-dire peu influencé par les villes, serait réduit à la portion congrue (nord et nord-est de la Haute-Saône, plateaux centraux du Doubs et du Jura éloignés des axes de communication). En somme, si l'on considère que l'espace périurbain, malgré ses transformations actuelles, reste rural par ses paysages encore très majoritairement « naturels » (dominance de champs, de prés, de prairies, de forêts), par sa densité de population encore faible, par l'écrasante majorité de maisons individuelles et par la conscience qu'ont ses habitants d'habiter la campagne, on peut affirmer que plus de la moitié des Comtois (52 %) vivent à la campagne (espace périurbain + espace rural selon l'Insee), et dans une campagne dont la dynamique démographique apparaît très supérieure à celle des villes. En somme les campagnes, longtemps considérées comme des victimes de l'exode rural, prennent maintenant leur revanche en contribuant à l'exode urbain...

Des petites communes plus dynamiques que les grandes

Dans ces conditions ce sont également les petites communes (moins de 2 000 habitants) qui prennent leur revanche. Longtemps considérées comme peu dynamiques, sinon un peu attardées, elles augmentent aujourd'hui à une tout autre allure et, même, paradoxalement, d'autant plus qu'elles sont plus petites. En effet, les communes de moins de 500 habitants, qui perdaient encore de leur population jusqu'en 1975, voient celle-ci croître chaque année de 1,17 %. Elles sont plus dynamiques que les communes de 500 à 2 000 habitants (+0,98%) et plus encore que celles de 2 000 à 5 000 (+0,08 %), les dernières à connaître encore une légère hausse, puisque, dans les tranches supérieures (5 000-10 000, 10 000 et plus) la décroissance s'avère générale. En somme, une autre revanche des « faibles » !

Ainsi, l'espace démographique régional continue de connaître des mutations profondes qui l'ont conduit de l'urbanisation « sauvage » des années cinquante et soixante, à la périurbanisation des communes proches des villes dans les années 1970 et 1990 et à la périurbanisation plus lointaine des années 1990 et 2000 : au total, la population se trouve maintenant moins inégalement répartie qu'il y a une quarantaine d'années. ■